



HONGRIE

Veille santé et pharmaceutique Hongrie

Février 2026

Secteur public

Rattrapage des retards de la fondation de Batthyány-Strattmann László

La fondation Batthyány-Strattmann László, chargée de traiter les demandes de médicaments à titre gracieux, avait précédemment été critiquée pour ses retards importants dans le traitement des dossiers. Selon König Róbert, commissaire auprès du Premier ministre, la fondation a réussi à résorber son retard d'ici fin 2025 et respecte désormais le délai officiel de traitement de 60 jours. Entre mi-février et fin décembre 2025, 7 292 demandes sur 8 322 ont été examinées, et seuls 106 dossiers dépassaient encore le délai.

Pour 2026, la fondation dispose d'un budget de 47,2 Mds HUF (127 M EUR) et reçoit chaque mois entre 800 et 1 000 demandes, principalement pour des médicaments coûteux.

Dette hospitalière

En janvier 2026, la dette des hôpitaux hongrois a atteint 109 Mds HUF (273 M EUR), contre 95,5 Mds HUF (239 M EUR) fin 2025. Une consolidation de 80 Mds HUF (200 M EUR) a été versée en février, couvrant environ 83 % des dettes existantes. Les autorités visent à ramener la dette sous 30–35 Mds HUF (75–88 M EUR) d'ici fin 2026, mais plusieurs facteurs pourraient influencer le résultat.

Réforme salariale dans le secteur de la santé

Le gouvernement hongrois a annoncé une réforme structurelle des salaires dans le secteur de la santé pour la période 2026-2030, visant à stabiliser la rémunération du personnel hospitalier et à améliorer le maintien en poste des professionnels. Les augmentations seront alignées sur l'inflation et sur l'évolution des salaires moyens nationaux, avec un renforcement particulier pour le personnel paramédical (+20 %, soit 50 000 HUF / 125 EUR par mois), le personnel technique et administratif (+15 %, 40 000 HUF / 100 EUR par mois) et les résidents (+10 % minimum, 25 000 HUF / 63 EUR par mois).

La réforme prévoit également un ajustement de la grille médicale, notamment pour les jeunes médecins, afin que les salaires paramédicaux atteignent 45 % de ceux des médecins en 2026, puis 50 % en 2030. Les postes de soutien et les salaires de base seront revalorisés pour réduire la dépendance aux heures supplémentaires et renforcer la sécurité des patients.

L'objectif de cette réforme est d'instaurer une structure salariale stable, prévisible et équitable, en garantissant une meilleure reconnaissance des différents métiers hospitaliers et en renforçant l'attractivité des carrières dans le secteur public de la santé.

Système de reconnaissance faciale dans les hôpitaux hongrois : protestations des professionnels de santé

Le syndicat hongrois des médecins (MOSZ) dénonce l'utilisation illégale de systèmes de contrôle d'accès basés sur la biométrie dans plusieurs établissements de santé, estimant que cette pratique viole le RGPD de l'Union européenne. Certains employés ont même démissionné en raison de l'installation de lecteurs de reconnaissance faciale.

Actuellement, ces systèmes sont en place dans les hôpitaux Honvéd, au Manninger Jenő Baleseti Központ et au Dél-Pesti Centrumkórház. Leur déploiement a coûté 4 Mds HUF (10,8 M EUR) et sera bientôt obligatoire dans tous les hôpitaux, selon l'OKFŐ (Direction générale nationale des hôpitaux). Les syndicats

critiquent ce choix, estimant que ces fonds pourraient être mieux utilisés pour l'acquisition de matériel médical, surtout dans un contexte où les salaires des soignants n'ont pas été revalorisés depuis deux à trois ans.

Les syndicats dénoncent que la collecte de données biométriques pour le suivi du temps de travail viole la réglementation européenne sur la protection des données et ont saisi l'Autorité nationale hongroise de protection des données, qui a confirmé l'illégalité du système.

Les syndicats exigent désormais la transparence sur l'usage des données déjà collectées et sur les intentions futures des autorités concernant ce système, afin de protéger les droits des professionnels de santé conformément aux standards européens.

Explosion des listes d'attente en Hongrie : plus de 35 700 patients concernés

Début février 2026, les listes d'attente pour les interventions chirurgicales en Hongrie ont atteint des niveaux préoccupants. Selon la Caisse nationale d'assurance maladie (NEAK), plus de 35 700 patients attendent actuellement pour des opérations sur les trois plus longues listes, soit une hausse de près de 30 % par rapport à l'an dernier.

La situation est particulièrement critique pour les prothèses de hanche et de genou. Pour les hanches, plus de 10 000 patients attendent depuis plus de 60 jours, avec des délais moyens allant de 1 à 9 mois selon les établissements. À l'hôpital Uzsoki de Budapest, certains patients attendent en moyenne près de 9 mois, tandis que dans d'autres hôpitaux, le délai dépasse parfois 8 mois. Pour les prothèses de genou, près de 19 000 patients sont concernés, avec des délais moyens proches de 10 mois et certaines institutions affichant des attentes allant jusqu'à 22 mois.

Les interventions ophtalmologiques, comme les chirurgies de la cataracte, restent globalement moins touchées, mais des disparités régionales subsistent. À l'échelle nationale, plus de 6 400 patients attendent depuis plus de 60 jours pour une opération, la durée médiane étant d'un mois et la durée moyenne d'environ un mois et demi. Dans certaines régions, comme Heves, les délais peuvent dépasser 7 mois.

Ces chiffres mettent en lumière des inégalités régionales importantes et soulignent la pression croissante sur le système hospitalier hongrois, avec un risque pour la santé des patients si aucune mesure de réorganisation et de renforcement des capacités n'est prise rapidement.

Les psychiatres suspendent leurs gardes volontaires, risque de perturbation majeure

La Chambre médicale hongroise (MOK) a annoncé que les psychiatres des hôpitaux de Budapest mettraient fin, à compter du 31 mars 2026, aux heures supplémentaires volontaires assurées dans le cadre des gardes. Les praticiens réclament notamment la nomination d'un directeur psychiatre à la tête de l'Institut national psychiatrique et d'addictologie de Nyíró Gyula (OPAI), une présence systématique de spécialistes en garde et une réorganisation structurelle du système. Ils dénoncent des menaces d'affectations forcées et l'absence d'investissements, dans un contexte de pénurie aiguë de personnel. Selon la MOK, si aucune mesure n'est prise rapidement, la continuité des soins psychiatriques dans la capitale pourrait être compromise, avec un risque de démissions massives et des répercussions sanitaires et sociales majeures.

Crise dans les services d'urgence des hôpitaux hongrois

Les services d'urgence des hôpitaux hongrois sont submergés, en partie à cause d'un manque de coordination et de responsabilité entre les différents services hospitaliers. Chaque acteur semble reporter la charge sur un autre, ce qui crée une gestion chaotique des patients. En conséquence, les urgences, censées être les plus réactives, se retrouvent à absorber tous les cas, qu'ils soient critiques ou non, et la surcharge devient insoutenable.

Cette situation est aggravée par une pénurie de personnel qualifié. De nombreux médecins, souvent non spécialisés dans les soins d'urgence, doivent prendre en charge les patients, ce qui entraîne des erreurs de triage et une mauvaise priorisation des cas. Les patients peuvent rester dans les couloirs jusqu'à 15 ou 18 heures sans recevoir les soins nécessaires, mettant particulièrement en danger ceux qui nécessitent une intervention rapide.

Le système de triage, qui classe les patients en cinq niveaux allant de «vie en danger» à «non urgent/retardable», est censé garantir une prise en charge prioritaire des cas critiques. Pourtant, même les patients dits «urgents» (niveau 3) attendent souvent plus de 12 heures avant d'être soignés, compromettant gravement leur état de santé. La surcharge empêche le respect des protocoles et accroît les délais de traitement.

Le problème est également renforcé par le manque d'ambulances pour transporter les patients vers les services spécialisés. La pénurie de véhicules et la saturation des hôpitaux obligent certains malades à rester beaucoup plus longtemps que prévu dans les services d'urgence, parfois même après une première prise en charge, dans un état de « file d'attente » prolongée.

En résumé, la combinaison d'un personnel insuffisant, d'un système de triage mal appliqué, d'une coordination défaillante et d'un manque d'ambulances crée une crise majeure dans les services d'urgence hongrois, mettant en péril la santé de nombreux patients.

Santé et marchés publics : progrès limités face à la corruption en Hongrie

En 2025, la Hongrie demeure l'un des États membres les plus corrompus de l'UE, avec 40 points sur 100 à l'Indice de perception de la corruption de Transparency International, partageant la dernière place avec la Bulgarie.

Si les paiements de complaisance (« hálapénz ») ont diminué depuis leur interdiction en 2021, le secteur de la santé reste vulnérable à la grande corruption. Les marchés publics massifs, comme l'achat de respirateurs pour environ 300 Mds HUF (810M EUR), ont souvent été attribués à des entreprises privées sans réelle concurrence, et une partie des équipements est restée inutilisée. De même, certaines sociétés ont remporté des contrats liés à la gestion d'établissements de santé pour plusieurs milliers de milliards de HUF, parfois via des accords-cadres à un seul soumissionnaire, accentuant les risques de pratiques abusives à l'échelle du système.

Ces exemples montrent que, malgré la baisse des petites corruptions, les grandes affaires restent peu contrôlées, exposant le système de santé à des risques systémiques.

Santé des adolescents hongrois : un quart des jeunes en surpoids ou obèses malgré des progrès alimentaires

Une enquête nationale récente menée par la TÉT Platform et l'Université Semmelweis révèle que 23,7 % des adolescents hongrois de 11 à 18 ans sont en surpoids ou obèses, les garçons étant particulièrement touchés. Bien que la consommation quotidienne de calories et de sucres ajoutés ait légèrement diminué ces dernières années, le régime alimentaire des jeunes reste déséquilibré, avec une proportion trop élevée de graisses, de sel et de cholestérol et une consommation insuffisante de calcium, de fibres et de fer, particulièrement chez les filles. L'apport en fruits, légumes et produits laitiers est inférieur aux recommandations, tandis que la moitié des adolescents ne couvre pas leurs besoins en calcium et 15 % présentent des carences en zinc et magnésium, ce qui compromet le développement osseux et musculaire. Comparativement aux autres pays de l'OCDE, la Hongrie se situe parmi les plus mauvais résultats, avec un adolescent sur quatre en surpoids ou obèse contre 14 à 15 % aux Pays-Bas et au Danemark, illustrant un risque élevé de problèmes de santé à long terme. Les chercheurs soulignent que ces comportements alimentaires sont influencés par l'école, la famille, la publicité et les amis, et que l'avenir de cette génération dépendra de la capacité à maintenir les progrès réalisés et à inverser la progression de l'obésité et des carences nutritionnelles.

Secteur pharmaceutique

Débat tendu autour du projet de prescription par les pharmaciens

Un projet de décret du gouvernement hongrois visant à autoriser, sous conditions strictes, la prescription de certains médicaments par les pharmaciens a suscité une vive controverse avec la chambre médicale hongroise (MOK). La chambre des médecins évoque des risques pour la sécurité des patients et estime que la prescription relève d'une décision médicale, tandis que les représentants des pharmaciens défendent un dispositif encadré (renouvellement possible uniquement après six mois de traitement prescrit par un médecin, délivrance d'une seule boîte). Selon ces derniers, la mesure pourrait améliorer l'efficacité du système de soins, notamment pour les patients chroniques, tout en maintenant des garanties de sécurité. À l'étranger, le modèle le plus avancé existe au Royaume-Uni, où les pharmaciens formés disposent d'une autonomie de prescription étendue. D'autres pays, comme la France ou les Pays-Bas, appliquent des dispositifs plus limités et protocolisés, notamment pour certains renouvellements ou traitements ciblés.

Richter renforce son engagement en santé féminine

Le groupe pharmaceutique hongrois Richter Gedeon Nyrt. consolide ses partenariats stratégiques pour développer l'innovation en santé féminine. Avec Fuji Pharma, Richter a permis la commercialisation au Japon d'Alyssa, un traitement de la dysménorrhée à base de drospirénone et d'estérol (E4), ainsi que la

distribution en Thaïlande du contraceptif Nextstellis. Fuji détient également les droits de commercialisation au Japon et dans la zone ASEAN d'un candidat au traitement hormonal substitutif de Richter, récemment évalué positivement par le CHMP sous le nom de FYLREVV.

Pour soutenir ces initiatives, Richter a créé un centre de recherche en gynécologie en Belgique et renforcé ses activités de R&D à Budapest, accélérant ainsi le développement conjoint avec Fuji et l'innovation thérapeutique à l'échelle mondiale.

Parallèlement, Richter a conclu un accord stratégique avec la biotech suisse FimmCyte AG pour développer FMC2, un anticorps ciblant l'endométriose. Cette maladie touche 190 millions de femmes dans le monde, dont environ 200 000 en Hongrie. L'objectif est de proposer la première thérapie ciblant la cause de l'endométriose, au-delà du simple soulagement des symptômes, avec une option de licence mondiale exclusive pour le développement et la commercialisation.

Becton Dickinson investit 45 M EUR à Tatabánya

La première pierre d'un nouveau bâtiment de Becton Dickinson a été posée à Körny, dans la zone industrielle de Tatabánya. L'entreprise américaine, leader mondial des dispositifs médicaux, investit environ 17 Mds HUF (45 M EUR), dont 3 Mds HUF soutenus par le gouvernement hongrois. Ce projet comprend la construction d'une usine de stérilisation supplémentaire, en plus de la production de seringues pré-remplies déjà existante.

La capacité annuelle de production de seringues passera progressivement de 700 millions à près d'1,5 milliard d'unités, contribuant ainsi à l'autosuffisance en dispositifs médicaux mise en évidence par la pandémie de COVID-19. Près d'un tiers des fournisseurs de Becton Dickinson sont hongrois, et 98% des produits fabriqués localement sont destinés à l'export. L'entreprise participe également à la formation des jeunes.

Secteur privé

Une partie importante de l'accès aux soins repose sur les dépenses privées des ménages

Selon une analyse du GKI (Institut de recherche économique) reposant sur les données de l'Office central de statistique hongrois (KSH), le financement du système de santé hongrois demeure hybride. L'État prend en charge l'essentiel des soins lourds et prolongés, tandis que les ménages supportent une part importante des coûts liés aux médicaments, aux dispositifs médicaux et aux consultations externes.

En 2023, un ménage moyen a ainsi dépensé directement 272 000 HUF (680 EUR) pour sa santé, dont 152 000 HUF (380 EUR) pour les médicaments et 89 000 HUF (223 EUR) pour les consultations.

Près d'un tiers de la population se tourne vers les services privés pour compléter l'offre publique.

L'État finance la quasi-totalité des hospitalisations curatives et de réadaptation ainsi que 93 % des soins de longue durée, mais sa contribution aux soins ambulatoires reste limitée.

Cette situation pousse de nombreux patients à se tourner vers le secteur privé. Les dépenses privées liées aux médicaments et aux dispositifs dépassent largement celles assumées par le public, et la part des consultations externes payées par les ménages (33 %) est supérieure à celle prise en charge par l'État (21 %).

Malgré une augmentation du financement public, notamment pour les salaires du personnel de santé, le système hongrois reste fortement dépendant des contributions directes des citoyens, ce qui pourrait accentuer les inégalités d'accès et limiter l'efficacité des mesures de prévention à long terme.

Sources : *Economx, 24.hu, Nouvelle Gazette, HAC, MTI, Index, Telex, Portfolio, Népszava, HVG*